



## **Réponse de SFR à la consultation publique de l'ARCEP sur le projet de décision portant définition de l'encadrement tarifaire des prestations de terminaison d'appel vocal mobile des opérateurs Orange France, SFR et Bouygues Télécom pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2011 au 31 décembre 2013**

### **Consultation publique du 23 mars au 26 avril 2011**

Le projet de décision soumis à consultation reprend les éléments déjà présentés par l'ARCEP lors de sa consultation publique au printemps 2010 sur le 3<sup>ème</sup> cycle d'analyse des marchés de gros de la terminaison d'appel vocal mobile puis dans sa décision n°2010-1149 du 2 novembre 2010 sur la régulation des marchés de terminaison d'appel vocal mobile pour la période 2011-2013.

SFR renvoie sur ces points à ses précédentes contributions aux analyses des marchés de gros de la terminaison d'appel mobile et accueille favorablement la décision de l'ARCEP de mettre enfin un terme à l'asymétrie tarifaire dont a bénéficié Bouygues Télécom depuis le début de la régulation tarifaire des terminaisons d'appel vocal mobile.

Pour autant, les niveaux tarifaires des terminaisons d'appel mobile particulièrement bas envisagés par l'ARCEP successivement entre le 1<sup>er</sup> juillet 2011 et le 31 décembre 2013 présentent plus de risques réels d'inconvénients que d'avantages supposés, avec des impacts négatifs d'une part sur les prix de détail mobiles par effet de « vases communicants » ou « waterbed effect » et d'autre part sur le parc de clients prépayés.

#### **1. Les enseignements à tirer de la comparaison internationale des tarifs de terminaison d'appel mobile ne doivent pas être négligés.**

Au-delà de ces éléments bien connus de l'ARCEP, SFR souhaite insister encore une fois sur l'importance de la comparaison européenne, qui reste un élément majeur d'appréciation que l'ARCEP doit prendre en compte.

En effet, la mise en œuvre d'une régulation sur la base du « coût incrémental » doit se faire dans le souci d'une harmonisation européenne, sans que la France, qui part d'un niveau plus bas, ne soit ni en avance ni en retard par rapport aux autres pays européens.

Dans son projet de décision, « *l'Autorité estime ainsi que cette comparaison internationale des tarifs de terminaison d'appel, qui ne donne qu'indirectement des informations sur les coûts, ne peut apporter dans la phase de transition actuelle qu'un éclairage partiel sur les coûts incrémentaux d'un opérateur de réseau mobile français et apporte principalement des éléments de contexte sur l'évolution des tarifs de terminaison d'appel en Europe.* »<sup>1</sup>

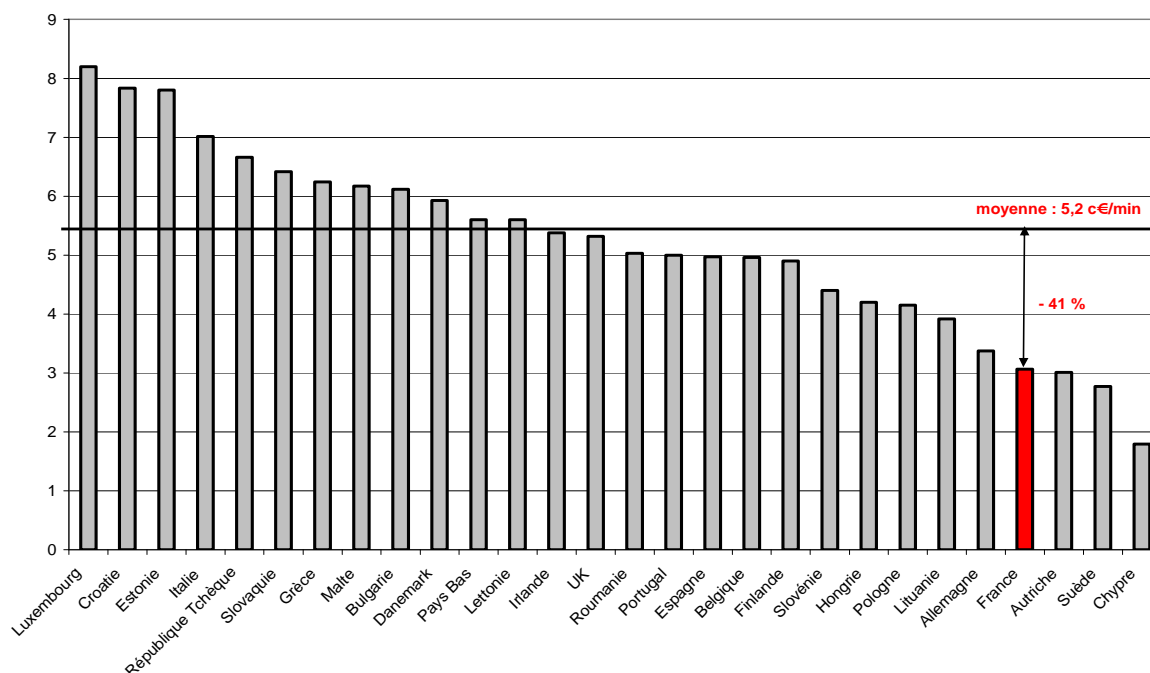
SFR considère pour sa part que la comparaison tarifaire européenne se révèle essentielle dans un objectif d'harmonisation de la régulation tarifaire des terminaisons d'appel entre les différents Etats Membres.

---

<sup>1</sup> Cf Projet de décision, page 22

Cet exercice permet en effet de prendre la mesure, dans les différents pays, du rythme de mise en œuvre de la Recommandation du 7 mai 2009 de la Commission européenne, qui appelle une référence aux coûts incrémentaux au 31 décembre 2012 au plus tard.

Selon le dernier benchmark réalisé à partir des données de Cullen au 31 décembre 2010, la France se situe toujours dans le bas de la « fourchette », la moyenne européenne étant de 5,21 c€/min alors que la France était à 3,07 c€/min, soit -41%.



Dans son projet de décision, l'ARCEP relève elle-même que seuls quelques pays ont d'ores et déjà décidé d'appliquer la Recommandation du 7 mai 2009 de la Commission européenne avec une cible vers les coûts incrémentaux (décision adoptée en Belgique, aux Pays-Bas et plus récemment au Royaume-Uni). Mis à part ces cas encore isolés, les évolutions attendues des tarifs de terminaison d'appel mobile, pour des opérateurs et pays comparables, confirment un positionnement de la France dans le bas de la fourchette :

- en Italie, les niveaux tarifaires ont été fixés à 4,5 c€/min au 1<sup>er</sup> juillet 2012 et d'ici là, pour les deux premiers opérateurs : 6,6 c€/min au 1<sup>er</sup> juillet 2010 et 5,3 c€/min au 1<sup>er</sup> juillet 2011 ;
- en Espagne, les niveaux tarifaires ont été fixés à 4,45 c€/min au 16 avril 2011 et 4,00 c€/min du 16 octobre 2011 au 15 avril 2012 ;
- au Portugal, les niveaux tarifaires ont été fixés à 4,0 au 24 mai 2011 et à 3,5 c€/min au 24 août 2011 ;
- en Allemagne, les niveaux tarifaires ont été fixés à 3,36 c€/min pour Vodafone et E-Plus, 3,38 c€/min pour T-Mobile et 3,39 c€/min pour Telefnica O2 du 1<sup>er</sup> décembre 2010 au 30 novembre 2012.

Par ailleurs, certains opérateurs mobiles ont fait appel de la décision du régulateur en Belgique et la décision du régulateur au Royaume-Uni est également susceptible de faire l'objet de recours. Ce contexte illustre les critiques qui portent sur les tarifs intermédiaires et sur les niveaux cibles tels qu'ils ont été fixés en référence aux coûts incrémentaux.



Il s'agit ainsi de ne pas continuer à défavoriser les opérateurs français par rapport à leurs homologues européens, alors même que les plafonds tarifaires de terminaison d'appel mobile retenus par l'ARCEP ont été systématiquement très largement inférieurs à la moyenne européenne sur les 4 dernières années, ce qui est à l'origine d'une perte cumulée du solde extérieur de l'ordre de 100 M€.

**SFR estime qu'il serait raisonnable et proportionné de fixer un niveau cible de l'ordre de 1,3 c€/min en 2013 et non de 0,8 c€/min comme l'envisage l'ARCEP, d'autant plus que le niveau cible prévu par l'ARCEP porte à la fois sur la composante à l'usage et sur la composante capacitaire<sup>2</sup>.**

## **2. Certains points de méthode restent à préciser pour l'estimation du coût incrémental de long terme.**

La quantité de fréquences nécessaire à l'activité d'un opérateur mobile est fonction de son volume de trafic, y compris entrant. Il est donc justifié de prendre en compte les coûts associés à cet incrément de spectre dans l'évaluation des coûts incrémentaux. L'ARCEP a d'ailleurs jugé, lors de l'attribution de la 4<sup>ème</sup> licence, qu'il était raisonnable de supposer un coût proportionnel au MHz.

Le modèle technico-économique de la terminaison d'appel devrait utiliser les dépréciations économiques, même si l'ARCEP souligne que cette méthode « *nécessite de faire des hypothèses sur les volumes d'usage au cours de la durée de vie des actifs* ».<sup>3</sup>

## **3. Les opérateurs mobiles devraient pouvoir choisir une structure tarifaire selon le point de livraison du trafic entrant (intra zone arrière et extra zone arrière), au moins pour le trafic entrant national.**

Les opérateurs mobiles devraient conserver la liberté de choisir la structure tarifaire adaptée à leur architecture de réseau, d'un point de vue technico-économique, au-delà de la période de transition prévue par l'ARCEP d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 2013.

La régulation des tarifs extra-zone arrière des opérateurs mobiles n'est pas justifiée car il existe une solution alternative à cette prestation, en utilisant la prestation de transit d'un opérateur ayant raccordé l'ensemble des PR de l'opérateur mobile.

On peut d'ailleurs relever à titre de comparaison que sur les marchés de la téléphonie fixe, seule la terminaison d'appel au plus proche de l'abonné fait l'objet d'une régulation stricte, les prestations de simple transit et de double transit ne font plus l'objet d'aucune régulation ceci précisément en raison de l'existence de solution alternative.

L'analyse des volumes montre que les opérateurs livrant principalement en extra-zone le font du fait d'un mauvais routage et non du fait qu'ils ne seraient pas raccordés à un nombre suffisant de PR. Bien loin d'imposer un surcoût aux opérateurs, le maintien d'une prestation d'extra-zone est un bon moyen de conduire les opérateurs à effectuer un routage efficace des appels.

---

<sup>2</sup> Cf projet de décision, page 30

<sup>3</sup> Cf projet de décision, page 14



Enfin, la volonté de l'ARCEP de voir disparaître la prestation de terminaison d'appel en extra-zone au 1<sup>er</sup> janvier 2013 nécessiterait une refonte complète de l'architecture d'interconnexion des opérateurs. En ce sens, un délai de 18 mois apparaît largement trop court pour mener efficacement un tel projet.

**4. Le plafond tarifaire de la terminaison d'appel de Free Mobile devrait être fixé dès 2011 pour assurer la prévisibilité du secteur et son niveau devrait « suivre » celui de ses concurrents.**

Dans sa décision n°2010-1149 sur la régulation des marchés de terminaison d'appel vocal mobile pour la période 2011-2013, l'ARCEP annonce que les raisonnements qui figurent dans son analyse de marché s'appliqueront également à Free Mobile, dès lors que cet opérateur fournira une prestation de terminaison d'appel<sup>4</sup>.

Cependant, l'ARCEP estime que « *les obligations imposées peuvent toutefois être adaptées et proportionnées à la situation de chaque opérateur.* »<sup>5</sup>

Au regard de ce qui est prévu par la recommandation européenne dont l'ARCEP se prévaut par ailleurs, les conditions d'une asymétrie en faveur de Free Mobile ne sont pas réunies et il convient pour avoir une meilleure visibilité que l'ARCEP indique d'ores et déjà que Free Mobile ne bénéficiera pas d'une telle asymétrie.

---

<sup>4</sup> Cf Décision n°2010-1149 du 2 novembre 2010 portant sur la détermination des marchés pertinents relatifs à la terminaison d'appel vocal sur les réseaux mobiles français en métropole et outre-mer, la désignation d'opérateurs exerçant une influence significative sur ces marchés et les obligations imposées à ce titre pour la période 2011-2013, page 17

<sup>5</sup> Cf Décision n°2010-1149 du 2 novembre 2010 portant sur la détermination des marchés pertinents relatifs à la terminaison d'appel vocal sur les réseaux mobiles français en métropole et outre-mer, la désignation d'opérateurs exerçant une influence significative sur ces marchés et les obligations imposées à ce titre pour la période 2011-2013, page 37